

Ligne très haute tension : le débat public lancé

Publié le mercredi 12 octobre 2011 à 06h00

prévu pour durer quatre mois.

Les membres de la commission animeront les huit réunions du débat public

Haut du formulaire
Bas du formulaire

La reconstruction d'une ligne 400 000 volts entre Lille et Arras est soumise à un débat public. Une procédure originale et méconnue qui permet la consultation des citoyens sur un projet d'importance pouvant, à terme, évoluer. Voire être abandonné. Explications.

CHRISTELLE JEUDY > christelle.jeudy@nordeclair.fr

La liaison Lille-Arras est au coeur du dispositif national et international de transport de l'électricité. Et pour cela, une ligne aérienne de 400 000 volts relie le poste d'Avelin, au sud de Lille, à celui de Gavrelle, au nord-est d'Arras. Mais l'entreprise en charge de l'exploitation et de la maintenance, Réseau de transport d'électricité (RTE), souhaite supprimer cette ligne, trop ancienne, et la reconstruire en y doublant les circuits. « La ligne date de 1963, c'est le maillon le plus faible du réseau de grand transport d'électricité du Nord de la France.

Or, la demande évolue sans cesse », explique RTE en avançant aussi l'importance des « échanges d'électricité avec les pays voisins » pour justifier ce projet dont le chantier pourrait débiter en 2016. **Si les conclusions du débat public vont dans ce sens.** Car depuis le Sommet de Rio qui a affirmé « que la meilleure façon de protéger l'environnement est de faire participer les citoyens » et depuis la loi Barnier de 1995, le droit de participation et d'information des citoyens en matière d'environnement n'est pas pris à la légère. D'où la création de la Commission nationale du débat public (CNDP) qui doit être saisie dans certains cas. « Des projets d'intérêt national et socio-économique, ayant un impact sur l'environnement », note Michel Deslandes, président national de cette autorité administrative indépendante.

Droit à la parole

Le projet de la ligne à très haute tension cumulant tous ces critères, une Commission particulière a été créée : présidée par Michel Giacobino, elle réunit six membres issus d'univers très différents (une illustratrice de bande dessinée, un ingénieur, une consultante, une sociologue, un expert en sécurité et santé sur les lieux de travail). À charge pour eux d'animer le débat prévu sur quatre mois et lancé ce soir à Hénin-Beaumont avec la première réunion d'une série de huit. « Tout le monde aura le droit de s'exprimer, c'est ça qui est fantastique ! Ce qui m'importe, c'est le droit à la parole sur cette ligne à très haute tension. Pouvoir dire on voudrait que ce soit comme ça, ou autrement », souligne Violette Le Quéré-Cady, membre de la commission.

Pour elle, un exemple de « démocratie participative » que les habitants des secteurs concernés (les territoires de la Pévèle et du Mélantois, le Bassin minier et l'Arrageois) auraient tort de boudier. Car la nouvelle ligne, dotée de pylônes plus hauts et plus larges que les actuels, ne se fera pas sans impacts sur l'environnement. Reste à savoir lesquels, d'où l'utilité d'un débat au terme duquel RTE dira s'il poursuit, ou pas, le projet.